

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article4233>

Maghreb : les investisseurs refroidis par la menace terroriste

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : jeudi 19 avril 2007

Spyworld Actu

Grâce à des recettes pétrolières historiques, l'Algérie paraît mieux armée que le Maroc pour encaisser les conséquences économiques des attentats.

ON SERRE les dents dans les milieux d'affaires au Maroc. Une semaine après les tentatives d'attentats de Casablanca, suivies par les explosions d'Alger, ayant causé la mort de 33 personnes, les artisans du décollage économique du royaume chérifien veulent croire qu'il s'agit d'événements isolés. « L'économie marocaine serait la première perdante d'une montée du terrorisme, souligne un banquier français, car c'est là que les efforts ont été les plus importants, et les espoirs les plus vifs. »

Le pays, qui s'est lancé dans un ambitieux programme de modernisation depuis 2004, est en train de se construire une image de tigre économique. De fait, le Maroc a beaucoup investi dans les grands projets d'infrastructures (le port de Tanger, l'autoroute Marrakech-Agadir...) et les zones d'investissement pour les délocalisations étrangères. Des projets qui n'auraient pu voir le jour sans l'aide de capitaux étrangers en provenance notamment des pays arabes. Selon les experts de la Coface ces investissements ne devraient pas être remis en cause à court terme.

L'Algérie a remboursé la quasi-totalité de sa dette

En revanche, les recettes du tourisme, qui représentent 10 % du PIB marocain (contre 16 % pour l'agriculture) risquent de s'en ressentir. « On peut remarquer que dans le cas de l'Égypte, les touristes n'avaient pas boudé le pays trop longtemps », souligne Catherine Monteil de la Coface. L'organisme qui attribue des notes aux pays en fonction du risque, maintient au Maroc comme à l'Algérie, la note A4, c'est-à-dire « un comportement de paiement souvent assez moyen qui pourrait en outre être affecté par un environnement économique et politique pouvant se détériorer ». Mais la probabilité que cela conduise à un défaut de paiement reste acceptable. Les spécialistes de l'Algérie font valoir que grâce aux très importantes recettes générées par le pétrole et le gaz, le pays est aujourd'hui dans une situation financière exceptionnelle. L'Algérie a remboursé la quasi-totalité de sa dette en payant près de 10 milliards de dollars rubis sur l'ongle en quelques mois seulement et il détient des stocks très importants de devises étrangères. « En outre, grâce à la manne pétrolière, le gouvernement algérien a lancé un ambitieux programme d'investissement de plus 100 milliards de dollars », souligne Catherine Monteil. Le pays pourrait donc financer seul son développement si les capitaux étrangers cessaient d'affluer. « Le problème de l'Algérie, qui gêne énormément les investisseurs étrangers concerne la mauvaise gouvernance dans l'économie », témoigne le cadre d'un grand groupe français.

Tracasserie administrative et corruption endémique continuent de polluer le climat des affaires malgré les efforts réels de modernisation initiés par Alger. Autre motif d'inquiétude, le secteur bancaire n'est pas à la hauteur des ambitions du pays. Les banques algériennes continuent de soutenir des entreprises publiques en situation déficitaire et sont donc à la tête de créances douteuses.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/economie/200...>